

## Salon International de l'Agriculture 2026

### Une mobilisation engagée au service des agents et du service public

Lors du Salon International de l'Agriculture 2026, **FO Agriculture** s'est pleinement mobilisée pour porter la voix des agent-e-s et défendre leurs droits, leurs missions ainsi que leurs conditions de travail. Dans un contexte marqué par des transformations profondes des services publics, des contraintes budgétaires durables et des attentes croissantes vis-à-vis des politiques agricoles, alimentaires et environnementales, notre organisation a réaffirmé son rôle d'acteur syndical indépendant, exigeant et ancré dans les réalités professionnelles.

Tout au long de cette semaine, **FO** a multiplié les temps d'échanges et d'intervention, qu'ils soient institutionnels ou thématiques mais aussi informels, avec une même ligne directrice : faire remonter les réalités du terrain et peser concrètement sur les orientations à venir. Les rencontres avec les directions, les interpellations des responsables ministériels, la participation à plusieurs tables rondes structurantes ainsi que le lancement de la campagne des élections professionnelles ont constitué autant de moments forts illustrant notre engagement collectif.

### ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION



#### ***Rencontre de FO avec la DGAL : des missions renforcées, des moyens à consolider***

L'entretien entre **FO** et Mme Faipoux, Directrice Générale de l'Alimentation, a permis d'aborder les principaux enjeux qui traversent actuellement le réseau « Alimentation ». Sur le plan budgétaire, la DGAL confirme un contexte tendu mais indique que les priorités sanitaires, notamment la santé animale et la campagne de vaccination IAHP, sont préservées. Les baisses de crédits Ecophyto s'expliquent selon elle par une moindre consommation réelle. L'administration reconnaît néanmoins la nécessité d'alléger la charge des services, illustrée par la réduction de 20 % des contrôles en remise directe.



Concernant le Brexit et le calendrier du RESET, la DGAL anticipe désormais une mise en œuvre plutôt début 2027, tout en préparant les équipes à un éventuel changement rapide. Elle évoque aussi la création d'une brigade nationale de contrôle autour de 100 agents, encore en phase de préfiguration, destinée à renforcer les contrôles sur les importations à risque.

Les difficultés en abattoirs restent importantes : sous-effectifs, divergences d'interprétation sur le temps de travail et inadéquation entre les ETP et les variations d'activité. La DGAL annonce un groupe de travail pour harmoniser les règles et admet qu'un chantier global sur la répartition des ressources est inévitable. **FO** alerte également sur les besoins de formation et de reconversion des agents concernés.

La gestion des crises sanitaires constitue un autre point de tension. L'administration reconnaît les limites du modèle actuel, notamment l'accumulation d'heures impossible à récupérer et l'insuffisante reconnaissance des volontaires. Plusieurs pistes sont envisagées, dont une compensation mieux encadrée et une structuration renforcée des équipes nationales. La mise en œuvre de la PSU soulève encore des difficultés d'appropriation, de positionnement des chargés de mission et de surcharge dans les services. La DGAL convient que la réforme doit être clarifiée et mieux accompagnée. Les systèmes d'information (SIGAL 2, SINEMA, SIAL) connaissent également des tensions, en particulier au BAMOSIAL, où les réorganisations et changements de rattachement alimentent des inquiétudes quant à la stabilité des postes et des parcours.

Enfin, **FO** a alerté sur la dégradation des conditions de travail, le manque d'attractivité des postes, les blocages de mobilité et les difficultés de promotion des techniciens. La DGAL reconnaît ces problématiques et affirme vouloir renforcer la reconnaissance, stabiliser les organisations et préserver les compétences internes, malgré des marges de manœuvre limitées.

Dans l'ensemble, la DGAL se montre consciente des fragilités du réseau et annonce des ajustements, mais nombre de chantiers restent ouverts et nécessiteront un suivi attentif. **FO** réaffirme sa vigilance et sa volonté d'obtenir des avancées concrètes pour les agents.

### ***Échanges avec la direction de FranceAgriMer***

Les représentants **FO** de FranceAgriMer ont organisé un temps d'échange avec le directeur général, Martin Gutton, afin d'aborder plusieurs sujets structurants pour l'établissement. Les discussions ont permis d'évoquer les moyens dont dispose FranceAgriMer, les enjeux en matière de ressources humaines, la place de l'action sociale ainsi que la situation de l'Agence comptable. Au cours de ces échanges, **FO** a exprimé des inquiétudes concernant la tension persistante sur les effectifs, qui pèse directement sur l'organisation du travail et sur la capacité des agents à exercer leurs missions dans de bonnes conditions. Le manque de reconnaissance des agents a également été souligné.

S'agissant de la revalorisation de l'IFSE, **FO** a de nouveau dénoncé l'absence d'équité de traitement entre les agents FAM et du MAASA. Alors qu'en 2025 les agents du MAASA ont bénéficié d'une année entière de revalorisation, les agents de l'établissement ont quant à eux bénéficié de seulement un mois de revalorisation pour 2025. Pour **FO** cette situation est insatisfaisante et laisse un goût amer aux agents de l'établissement.

Par ailleurs, des interrogations ont été formulées concernant les délais et les modalités de mise en œuvre de la paie à façon, ainsi que sur les impacts potentiels de la bascule vers RenoIRH. **FO** a également réaffirmé son attachement à une action sociale forte et durable, considérée comme un levier essentiel d'accompagnement des agents. Cet échange constructif a permis de mettre en évidence les points de vigilance à avoir pour l'avenir de l'établissement et de ses missions.

## NOS TABLES RONDES



### ***Lancement de la campagne élections professionnelles 2026 : un rendez-vous déterminant pour les agents***

À l'occasion d'une table ronde organisée sur le stand **FO**, notre organisation a officiellement lancé sa campagne pour les élections professionnelles 2026. Ce moment s'inscrit dans un contexte où les agents sont confrontés à des réorganisations continues, à une complexification de leurs missions et à des interrogations croissantes sur leur avenir professionnel.

Cette séquence a également été l'occasion de faire émerger les attentes concrètes des agent·e·s. Plusieurs préoccupations fortes ont été exprimées :

- Une charge de travail en constante augmentation
- Un manque de reconnaissance des fonctions
- Des déroulés de carrière jugés peu lisibles et insuffisamment valorisants
- Des difficultés de mobilité et des parcours professionnels contraints
- Une précarité persistante pour une partie des agent·e·s
- Ainsi que des organisations de travail dégradées, générant une perte de sens et des risques accrus pour la santé.

Ces échanges ont également mis en évidence des inégalités de traitement persistantes selon les statuts, les métiers et les lieux d'exercice, que ce soit entre administration centrale et services déconcentrés, entre MAASA et opérateurs, entre métropole et outre-mer, ou encore entre agent-e-s titulaires et contractuel-le-s.

Au cours de cet entretien, **FO** a réaffirmé une ligne claire fondée sur l'indépendance syndicale, la proximité avec les agent-e-s et une défense déterminée des statuts, des missions et des conditions de travail. Il a été rappelé que les élections professionnelles constituent un moment clé de la vie démocratique des services publics, dans la mesure où elles permettent de déterminer la représentativité des organisations syndicales et, par conséquent, leur capacité à peser dans les instances de dialogue social.

Dans un contexte où les décisions administratives ont des conséquences directes et durables sur les conditions d'exercice des missions, il apparaît essentiel que la voix des agents soit portée avec force et cohérence. **FO** appelle ainsi à une mobilisation collective dès à présent, afin de construire le rapport de force nécessaire à la défense des intérêts des personnels.

### ***Enseignement agricole, professionnels et société : préserver l'équilibre et l'indépendance***

La table ronde consacrée aux relations entre l'enseignement agricole, le monde professionnel et la société a permis de rappeler le rôle fondamental de l'enseignement agricole public. Celui-ci participe à la formation des futurs professionnels, à l'accompagnement des transitions agroécologiques et à l'aménagement des territoires.

Si les liens avec le monde professionnel sont indispensables pour ancrer les formations dans la réalité des filières, ils ne doivent pas conduire à remettre en cause la neutralité des établissements ni la liberté pédagogique des enseignants. **FO** a insisté sur le fait que la formation doit s'appuyer sur des connaissances scientifiques solides, permettre une approche pluraliste des modèles agricoles et garantir un cadre laïc et indépendant.

Dans un contexte où certaines thématiques peuvent faire l'objet de pressions, les équipes pédagogiques peuvent se trouver confrontées à des difficultés pour traiter l'ensemble des enjeux de manière sereine. **FO** a ainsi alerté sur les risques d'autocensure et sur le manque de temps dont disposent les équipes pour approfondir les sujets.

Garantir les moyens et l'indépendance de l'enseignement agricole public apparaît ainsi comme une condition essentielle pour assurer un enseignement de qualité.

### ***Attractivité des métiers de l'enseignement agricole : répondre à une crise des conditions de travail***

La table ronde consacrée à l'attractivité des métiers de l'enseignement agricole public a permis de mettre en évidence un constat partagé : les difficultés de recrutement ne résultent pas d'un manque de vocation, mais bien d'une dégradation progressive des conditions de travail et d'un déficit de reconnaissance.

Les échanges ont mis en évidence la précarité persistante des agents contractuels, la charge administrative croissante, la perte d'attractivité des rémunérations ainsi que l'absence de perspectives professionnelles suffisamment lisibles.

**FO** a rappelé que l'enseignement agricole public constitue un pilier stratégique des politiques publiques, tant pour la formation des professionnels que pour l'accompagnement des transitions et le maintien de dynamiques territoriales.

Dans ce contexte, l'amélioration de l'attractivité des métiers suppose des choix politiques clairs, reposant sur une revalorisation des rémunérations, un renforcement des effectifs et une amélioration globale des conditions de travail.

Le rôle du syndicalisme apparaît ici déterminant pour porter ces revendications et défendre les agents.

## **TEMPS D'ÉCHANGE AVEC LA MINISTRE**

### ***Des attentes fortes en matière de dialogue social***

À l'occasion du Salon, **FO** a pu interpeller la ministre dans les allées afin de porter directement les préoccupations des agents. La Secrétaire générale et la ministre sont ensuite venues échanger brièvement avec nos représentants, en s'engageant à organiser un temps d'échange plus approfondi.

Si ce premier contact constitue un signal positif, **FO** rappelle qu'un échange informel ne peut se substituer à un dialogue social structuré et suivi dans la durée. Les enjeux actuels nécessitent en effet des réponses concrètes et rapides sur les conditions de travail, les moyens des services et la reconnaissance des agents.

**FO restera pleinement mobilisé afin que ces sujets soient réellement pris en compte dans les prochaines séquences de dialogue social ministériel.**

## EN CONCLUSION

**FO** tient à remercier chaleureusement l'ensemble des collègues et camarades venus à notre rencontre tout au long du salon. Malgré une fréquentation du public légèrement en retrait, les échanges ont été nombreux et particulièrement riches, témoignant de l'intérêt porté à nos actions. Nous remercions également les représentants de l'administration qui ont pris le temps de dialoguer avec nous, notamment Mme Bigot, Secrétaire générale du MAASA, Mme Bossy, directrice de l'Infoma, Mme Claquin, cheffe du SRH, ainsi que l'ensemble des interlocuteurs rencontrés. Ces échanges contribuent directement à nourrir notre action syndicale et à renforcer notre capacité à porter les préoccupations des agents.

Au-delà du Salon, **FO** poursuit son engagement pour défendre les agents, leurs missions et le service public. Dans un contexte exigeant, marqué par des évolutions structurelles importantes, la mobilisation collective reste essentielle. La préparation des élections professionnelles 2026 constitue à ce titre un enjeu central pour renforcer notre capacité d'action et faire entendre la voix des personnels. Nous vous donnons rendez-vous pour la prochaine édition du Salon International de l'Agriculture à partir du 27 février 2027.

Syndicalement vôtre,

L'équipe **FO Agriculture**

*Pour **FO**, vos missions et vos droits sont essentiels !*



78 rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP

01 49 55 40 04 / 52 84

[FOagriculture@agriculture.gouv.fr](mailto:FOagriculture@agriculture.gouv.fr)

